

Interview de José da Silva Lopes: l'évolution de la politique économique et sociale au Portugal (Lisbonne, 23 octobre 2007)

Source: Interview de José da Silva Lopes / JOSÉ DA SILVA LOPES, Miriam Mateus, prise de vue : François Fabert.- Lisbonne: CVCE [Prod.], 23.11.2007. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:05:24, Couleur, Son original).

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_jose_da_silva_lopes_l_evolution_de_la_politique_economique_et_sociale_au_portugal_lisbonne_23_octobre_2007-fr-cf18946d-8b90-412b-abe4-72c24fd58of4.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Interview de José da Silva Lopes: l'évolution de la politique économique et sociale au Portugal (Lisbonne, 23 octobre 2007)

[Miriam Mateus] Vous avez exercé des responsabilités importantes, dans le secteur économique national, européen et même mondial. Vous avez également été ministre des Finances après le 25 avril, dans les gouvernements provisoires. On peut dire que vous avez une vue d'ensemble de la situation économique et monétaire portugaise. Comment la situation économique du pays a-t-elle évolué ces trente dernières années?

[José da Silva Lopes] Comme je viens de vous l'expliquer, durant les 13 années dorées, de 1960 à 1973, le Portugal a connu une grande réussite, et pas seulement le Portugal, mais aussi la Grèce et l'Espagne, ainsi que la Yougoslavie, qui à l'époque étaient des pays, disons, périphériques, par rapport au centre de l'Europe. Ils ont tous connu, comme nous, une croissance économique fabuleuse.

Après le 25 avril, la croissance économique s'est ralentie dans tous ces pays, en Espagne, au Portugal et en Yougoslavie – ce pays a d'ailleurs fini par se désagréger. Si l'on compare le rythme de la croissance économique du Portugal de 1974 à nos jours aux treize années précédentes, il est clair qu'il a été plus faible. Nous pouvons prendre comme point de repère l'année 2001. Entre 1974 et 2001, le Portugal a été l'un des pays européens à connaître la plus forte croissance même si l'Irlande nous a ensuite dépassés mais le Portugal a connu une croissance supérieure à la moyenne. En termes relatifs, la situation du Portugal s'est améliorée d'un point de vue purement économique, bien que notre pays continue à être l'un des plus pauvres d'Europe. En termes relatifs, la situation s'est améliorée, disais-je. Il est clair qu'au début, avec la révolution, il y a eu une période de perturbations, nous avons même des divergences par rapport à l'Europe mais ensuite nous avons commencé à récupérer vers le milieu des années 80 et nous avons continué à récupérer relativement bien jusqu'en 2001.

Ainsi, du point de vue économique, les choses n'allaient pas si mal, elles allaient même relativement bien. Il n'y a pas eu de miracle comme en Irlande mais les choses allaient relativement bien, d'un point de vue purement économique. Un domaine dans lequel les progrès ont été conséquents est celui de la politique sociale. À l'époque de l'État nouveau, la politique sociale n'était pas très développée, je ne dis pas qu'elle était inexistante mais elle était limitée. Le système de sécurité sociale ne couvrait pas toute la population, seulement une partie; le système de santé était très restreint; le système éducatif n'était pas très étendu.

La grande transformation introduite par le nouveau régime a été de donner une grande impulsion aux politiques sociales. Nous avons créé un service national de santé, qui tout compte fait n'est pas mauvais, ce n'est certainement pas le meilleur d'Europe mais il n'est pas mauvais. Sous certains aspects, il vaut mieux être portugais qu'américain, du moins pour certaines classes sociales. Je veux dire par là qu'un riche Américain dispose de meilleurs soins de santé qu'un Portugais, même riche, mais un riche Portugais peut également avoir accès aux services américains, le cas échéant. Un Portugais pauvre dispose, quant à lui, d'un meilleur service de santé qu'un Américain pauvre, cela ne fait aucun doute. Nous avons donc progressé sous cet aspect.

Dans le système éducatif également nous investissons davantage. Beaucoup plus de personnes étudient aujourd'hui, on peut discuter de la qualité des services offerts mais nous avons fait des progrès considérables. En matière de sécurité sociale, aujourd'hui les retraites sont faibles car le pays est pauvre, faibles pour la plupart, je ne dis pas pour tous. Le pays est pauvre mais il dispose d'un système de sécurité sociale qui, malgré tout, est meilleur que celui de certains pays plus riches que le nôtre.

Nous avons donc amélioré certaines choses. Lorsque je dis que notre système de sécurité sociale est meilleur que celui de certains pays plus riches que le Portugal, je ne veux pas dire qu'il n'y ait pas, selon moi, de système de sécurité sociale financé par le contribuable qui ne soit bon. Il existe des systèmes de sécurité sociale, financés par le contribuable, qui garantissent des niveaux de revenu qui, d'après moi, ne devraient pas être acceptables, mais ça c'est autre chose. D'une manière générale, nous avons réalisé de gros progrès dans le domaine social, parfois avec des conséquences financières compliquées.

Mais l'une des raisons pour lesquelles nous avons un déséquilibre des finances publiques – tout le monde

parle de notre déficit, du non-respect des paramètres de Maastricht, etc. – est en partie dû au manque de discipline dans nos dépenses publiques, y compris dans les dépenses de sécurité sociale, mais je pense que nous avons réalisé de gros progrès.

Je disais donc que la situation a été très positive jusqu'en 2001 et plutôt négative après. Comme vous le savez, le Portugal est le pays européen qui a connu la plus faible croissance depuis 2001. L'Europe n'est pas à incriminer, nous sommes responsables, cela est dû à notre incapacité, je le répète, à notre incapacité collective, je ne dis pas seulement des gouvernements, mais des gouvernements, des entrepreneurs et des travailleurs, de tous, de nos habitudes, de nos habitudes à prendre la vie du bon côté et cela représente un danger pour l'économie nationale, mais que voulez-vous?